



(Avant les vacances...)

C'est annoncé sur le site de campagne de notre président, sur la [page de son agenda du changement](#). Le débat national sur la transition énergétique va être lancé ! Il est présenté comme un grand préalable à la loi de programmation.

Un débat si essentiel, lancé juste avant les vacances ! Espérons que nos élites républicaines n'aient pas la tête ailleurs, car les lobbyistes du nucléaire ou du pétrole ne vont sûrement pas désarmer, eux.

Le changement, c'est vraiment maintenant ? Courage François, on est avec toi !

Voici donc les 4 priorités identifiées :

1 / Préservation des ressources naturelles et de la biodiversité,

OK pas de commentaire, c'est politiquement correcte.

2 / Sécurisation de filières énergétiques,

Comment ? Va-t-on se lancer dans des guerres coloniales pour sécuriser l'accès à l'uranium, au pétrole et au gaz ?

3 / Développement des filières industrielles et des énergies nouvelles,

Enfin, il était temps ! Car nous avons tant de retard à rattraper ! (Et plus besoin de préparer la guerre)

4 / Plan massif de rénovation thermique des logements.

Lancement du Débat national sur la transition énergétique

Écrit par Transitio

Samedi, 12 Mai 2012 13:54 - Mis à jour Samedi, 12 Mai 2012 14:58

Parfait ! L'énergie la meilleure est celle que l'on ne consomme pas, alors oui, commençons par isoler nos bâtiment pour consommer moins !

Le sujet doit vous intéresser puisque vous lisez cette page ! Aussi je vous propose amicalement de regarder cette petite vidéo réalisée par Greenpeace, qui résume parfaitement la situation énergétique de notre beau pays. 🇫🇷

[Energies : il est temps de changer !](#) par [gpfrance](#)

Je vous conseille également de lire l'article très complet publié ce 10 mai sur le site Challenge.fr.

En voici le lien : <http://www.challenges.fr/elections-2012/20120510.CHA6335/francois-hollande-face-au-grand-defi-industriel-de-la-transition-energetique.html>

Et en voici la copie pour le cas où l'article disparaîtrait dans les mois à venir. Mais lisez-le plutôt sur le site de Challenge, par respect pour le journaliste qui l'a rédigé (En plus il y a une photo du président avec des lunettes de "Men In Black").

5 questions sur la transition énergétique de François Hollande, par [Jérôme Lefilliâtre](#)

Le Président élu en a fait l'une des priorités de son mandat. Ce grand chantier, qui touche autant les questions de logement, d'environnement et d'énergie, sera assurément l'un des plus coûteux.

Si elle a été peu évoquée pendant la campagne présidentielle, la transition énergétique est définie par François Hollande comme l'une des priorités de son mandat. Le chantier est immense.

Quels objectifs ?

C'est dans une tribune publiée par [Le Monde](#) fin novembre que celui qui était alors seulement le candidat du Parti socialiste a défini ses deux grands objectifs: la "diversification des sources d'énergie" et la "promotion d'une société de sobriété énergétique". Pour François [Hollande](#), les deux thèmes vont de pair: c'est seulement en maîtrisant la croissance de la consommation énergétique, en particulier d'électricité (le PS prévoit une hausse moyenne de 2% par an), que l'on peut sortir de la double dépendance au pétrole et au nucléaire, et développer les sources de production renouvelables.

Pour ce qui est de la diversification énergétique, l'ambition est connue. A l'horizon 2025,

François Hollande veut réduire [la part du nucléaire dans la production d'électricité](#) de 75% à 50%. Ce qui suppose de faire passer la part des énergies renouvelables (EnR) d'environ 15% aujourd'hui à 40% en quinze ans (les 10% restants étant le fait des centrales à fioul et à charbon). En France, les capacités de production hydraulique ont été portées à leur maximum. C'est donc sur les autres EnR que l'effort devrait être porté. "Sur le photovoltaïque, nous essaierons de faire quatre fois mieux que ce que prévoyait le gouvernement actuel, a promis le conseiller énergie de François Hollande, François Brottes, dans une interview au

[Nouvel Observateur](#)

. Nous poursuivrons ce qui a été engagé sur

[l'éolien off-shore](#)

et ferons sans difficulté bien plus sur l'éolien terrestre. (...) Et puis, n'oublions pas les réseaux de chaleur, la biomasse, la méthanisation à développer à l'échelon local." On peut ajouter à cette liste les prometteuses

[énergies marines](#)

, sur lesquelles des groupes industriels comme DNCS ont déjà

[commencé à travailler](#)

.

Quant à la promotion d'une société de sobriété énergétique, elle se jouera essentiellement par le biais d'un plan de rénovation thermique, qui constitue le 43ème des 60 engagements de François Hollande: "Je lancerai un vaste plan qui permettra à 1 million de logements par an de bénéficier d'une isolation thermique de qualité." 600.000 logements anciens doivent bénéficier du programme de rénovation, tandis que 400.000 logements neufs respectant les normes techniques définies par le Grenelle de l'environnement doivent être construits. "On espère ainsi une économie énergétique de 30 à 40%. C'est considérable", se réjouit François Brottes. "La rénovation thermique aura, en outre, l'avantage de préserver le pouvoir d'achat des Français et d'offrir un gisement d'emplois considérable: plus de 150 000 d'ici à 2020", ajoute François Hollande.

Pour que la France modère sa consommation d'électricité, le président élu a également promis l'instauration d'un "tarif progressif". "Chaque foyer aura accès à un volume minimal de consommation pour ses besoins essentiels, facturé moins cher qu'actuellement, ce qui donnera de l'air aux petits budgets (...), traduit François Brottes. Dès lors que le prix augmente au-delà de la couverture de ces besoins de base, on incite à la limitation du gaspillage et à la mise en œuvre de travaux d'isolation."

Quel calendrier ?

Le "débat national sur la transition énergétique" doit être lancé au moment où le Parlement sera réuni en session extraordinaire, du 3 juillet au 2 août 2012. Outre les deux grands sujets évoqués plus haut, il doit également être question, selon le calendrier de la première année [déjà rendu public](#), de la "préservation des ressources naturelles et de la biodiversité" et de la "sécurisation de filières énergétiques".

Toutefois, l'ancienne députée des Verts Marie-Hélène Aubert, chargée du pôle environnement dans la campagne de François Hollande, a indiqué [récemment](#) que "le débat sur l'énergie devrait être lancé à l'automne et durera au moins six mois". François Hollande espère qu'il débouchera, au printemps 2013, sur une "loi de programmation de la transition énergétique" qui gravera dans le marbre les ambitions. "Concernant (les énergies renouvelables), je peux vous dire que nous n'attendons pas l'été 2013 pour réinstaurer un cadre réglementaire stable, visible et incitatif pour l'ensemble des filières (photovoltaïque, éolienne, etc.). Tous les acteurs le réclament", nuance cependant Marie-Hélène Aubert.

On ne sait pas pas encore quelle forme exacte prendra le débat sur la transition énergétique. François Brottes veut qu'il soit "un exercice de pédagogie et de mobilisation mais pas un débat technique". Quant à la conseillère de François Hollande, elle assure qu'une "conférence environnementale", sur le modèle des conférences sociales, sera organisée, qui réunira les acteurs du Grenelle (Etat, ONG, syndicats, collectivités locales, entreprises) et les parlementaires. Particularité à noter: elle se déroulera à une échelle régionale.

Quel coût ?

D'après [l'Institut de l'entreprise](#), un think tank qui a mis en place une cellule de chiffrage des projets des candidats à l'élection présidentielle, la rénovation énergétique d'un million de logements revient à 3 milliards d'euros. Soit 15 milliards sur l'ensemble du quinquennat.

Quant au développement massif des énergies renouvelables, accompagné d'une réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité (de 75 à 50% d'ici 2025), son coût en 2017 est évalué par l'Institut de l'entreprise à 5,3 milliards d'euros ([voir les détails de l'estimation du think tank](#)). Soit, compte tenu de la montée en charge, un total cumulé de 15,8 milliards d'euros pendant le mandat de François Hollande. Sur ce sujet où la querelle de chiffres est inévitable, l'estimation de l'Institut de l'entreprise est à peu près en phase avec une [étude récente de l'Union française d'électricité](#) (UFE). Cette dernière chiffre le surcoût d'investissements nécessaires au scénario arrêté par François Hollande à 60 milliards d'euros d'ici 2030. Un chiffre validé à l'automne par un autre think tank d'obédience libérale, [l'Institut Montaigne](#)

.

L'impact financier de la transition énergétique voulue par François Hollande est donc considérable. Il représente a minima 30 milliards d'euros sur le quinquennat - plus que l'ensemble des mesures nouvelles qu'il a annoncées par ailleurs, estimées à [20 milliards d'euros](#) ... C'est dire l'importance du sujet.

Quel financement ?

C'est la grande inconnue. Le plan de rénovation thermique ne fait pas partie du schéma de financement présenté par François Hollande, qui comprend 20 milliards de dépenses nouvelles pour 20 milliards de recettes (voir l'onglet "les chiffres" sur [cette page](#)). Les fonds nécessaires pourraient être dégagés en partie grâce à l'épargne, par le doublement du plafond du livret A - une mesure qui doit permettre la construction de nouveaux logements.

Pour ce qui est de la diversification des sources d'énergie, François Hollande évoque des "incitations fiscales pour la consommation comme pour la production" dans sa tribune publiée par [Le Monde](#) . Elles doivent contribuer selon lui "au développement d'une industrie innovante et créatrice d'emplois", dont "les fers de lance" seront "le CEA et Areva", soit deux acteurs publics essentiellement liés au nucléaire jusqu'à présent.

"Pour appuyer le financement de la recherche et développement, nous nous appuyerons notamment sur le Fonds vert de capital-développement qui sera créé au sein de la future [banque publique d'investissement](#) grâce à la réallocation des quelques centaines de millions d'euros disponibles au sein de l'actuel FSI et du grand emprunt", avance de son côté François Brottes, qui évoque les ressources issues du doublement du plafond du livret développement durable et le recours à des "Project bonds" européens.

"Plusieurs pistes existent", résume Marie-Hélène Aubert, reconnaissant que le financement de la transition énergétique est loin d'être arrêté. "La réforme fiscale (...) aura un versant écologique important avec l'instauration de bonus-malus, du principe pollueur-payeur et d'une réflexion sur l'évolution du financement de la protection sociale qui pourrait à terme notamment s'appuyer sur la création de taxes sur les différentes sources de pollution."

Qui pour la conduire ?

Les enjeux du dossier sont tels qu'il suscite les appétits ministériels. Jeudi matin, sur deux radios différentes, les deux chefs de file d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), [Cécile Duflot](#) et [Jean-Vincent Placé](#), ont invoqué l'urgence de la "transition énergétique" pour justifier leur volonté de participer au gouvernement de François Hollande. Faut-il y lire l'envie d'occuper le poste?

Le nom du sénateur de l'Essonne a circulé avant même le 6 mai pour un [portefeuille à l'Industrie verte ou à la Transition énergétique](#)

. A moins que le dossier soit confié à un ministre de l'Environnement ayant compétence, comme pendant le quinquennat Sarkozy, sur l'Ecologie, les Transports, le Logement voire l'Energie. Cécile Duflot, la secrétaire nationale d'EELV, qu'on dit très proche d'entrer au gouvernement, a répété ces derniers jours que le ministre de l'Environnement devait selon elle avoir des prérogatives transversales...

Lancement du Débat national sur la transition énergétique

Écrit par Transitio

Samedi, 12 Mai 2012 13:54 - Mis à jour Samedi, 12 Mai 2012 14:58

Il semble toutefois délicat pour François Hollande de confier un tel sujet, qui déborde sur des questions stratégiques, à un ministre venu d'un parti allié. À écouter Marie-Hélène Aubert, il n'en sera d'ailleurs rien. "Cette question est du ressort du chef de l'Etat et de son futur premier ministre, qui sera d'ailleurs en charge du dossier de la transition écologique", confie cette proche du président élu au [Monde](#). C'est donc plutôt du côté de Matignon, sans doute appuyé par quelques secrétariats d'Etat, qu'il faudrait regarder. Ce qui ne devrait pas déplaire aux associations écologistes, comme WWF France, France nature environnement ou les Amis de la Terre, qui réclament toutes un "poids lourd" à l'Ecologie "ayant l'oreille du président".